African Scientific Journal
ISSN : 2658-9311
Vol : 03, Num 38 Octobre 2026

ZLECAF ET TRANSFORMATION STRUCTURELLE DE L'ECONOMIE CONGOLAISE : UNE ANALYSE STRATEGIQUE DES OPPORTUNITES, CONTRAINTES ET PERSPECTIVES POUR LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO.

AFCFTA AND STRUCTURAL TRANSFORMATION OF THE CONGOLESE ECONOMY: A STRATEGIC ANALYSIS OF OPPORTUNITIES, CONSTRAINTS AND PROSPECTS FOR THE DEMOCRATIC REPUBLIC OF THE CONGO.

Auteur 1 : KEMBA KITETE Emery.

KEMBA KITETE Emery
Chercheur et Apprenant au DEA à l'Université Pédagogique Nationale (UPN)
Faculté des Sciences Economiques et de Gestion
République Démocratique du Congo (RDC), Kinshasa

Déclaration de divulgation : **L'auteur n'a pas connaissance de quelconque financement qui pourrait affecter l'objectivité de cette étude.**

Conflit d'intérêts : **Les auteurs ne signalent aucun conflit d'intérêts.**

Pour citer cet article : **KEMBA KITETE Emery (2026) «ZLECAF ET TRANSFORMATION STRUCTURELLE DE L'ECONOMIE CONGOLAISE : UNE ANALYSE STRATEGIQUE DES OPPORTUNITES, CONTRAINTES ET PERSPECTIVES POUR LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO», African Scientific Journal « Volume 03, Num 38 » pp: 001 – 031.**

DOI : 10.5281/zenodo.24604307.
Copyright © 2026 – ASJ

African Scientific Journal
ISSN : 2658-9311
Vol : 03, Num 38 Octobre 2026

RESUME

Cet article analyse le potentiel de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) dans la transformation structurelle de l'économie de la République démocratique du Congo (RDC). L'étude adopte une approche descriptive, analytique et comparative, fondée sur des données secondaires de la CNUCED, de la Banque mondiale, du FMI et des institutions africaines, complétée par une analyse SWOT. Les résultats montrent une forte progression du commerce extérieur : les exportations sont passées de **2,403 milliards de dollars en 2005 à 29,9 milliards en 2024**, contre **2,690 à 26,6 milliards** pour les importations. Le solde commercial est ainsi passé d'un déficit de **288 millions à un excédent de 3,3 milliards de dollars**. Toutefois, cette évolution demeure largement liée aux exportations extractives et ne traduit pas encore une diversification productive suffisante. La ZLECAf offre à la RDC un marché continental d'environ **1,3 milliard de personnes** et un important potentiel d'expansion du commerce intra-africain. Néanmoins, les faibles capacités industrielles, les déficits infrastructurels, les coûts logistiques et les difficultés d'accès au financement limitent ces opportunités. L'étude conclut que la ZLECAf ne constituera un véritable levier de transformation structurelle que si la RDC transforme ses avantages comparatifs en avantages compétitifs grâce à la diversification, l'industrialisation, la transformation locale et le développement des chaînes de valeur régionales.

Mots-clés : ZLECAf ; transformation structurelle ; intégration régionale ; diversification ; compétitivité ; chaînes de valeur ; RDC.

African Scientific Journal
ISSN : 2658-9311
Vol : 03, Num 38 Octobre 2026

ABSTRACT

This article examines the potential of the African Continental Free Trade Area (AfCFTA) to support structural transformation in the Democratic Republic of the Congo (DRC). The study uses a descriptive, analytical and comparative approach based on secondary data from UNCTAD, the World Bank, the IMF and African institutions, complemented by a SWOT analysis. The results show a strong expansion of merchandise trade: exports increased from **US$2.403 billion in 2005 to US$29.9 billion in 2024**, while imports rose from **US$2.690 billion to US$26.6 billion**. The trade balance consequently improved from a **US$288 million deficit to a US$3.3 billion surplus**. However, this performance remains largely driven by extractive exports and does not yet reflect sufficient productive diversification. The AfCFTA provides the DRC with access to a continental market of approximately **1.3 billion people** and significant potential for expanding intra-African trade. Nevertheless, weak industrial capacity, infrastructure deficits, high logistics costs and limited access to finance constrain these opportunities. The study concludes that the AfCFTA can become a genuine driver of structural transformation only if the DRC converts its comparative advantages into competitive advantages through diversification, industrialization, domestic processing and regional value-chain development.

***Keywords**: AfCFTA; structural transformation; regional integration; diversification; competitiveness; value chains; DRC.*

African Scientific Journal
ISSN : 2658-9311
Vol : 03, Num 38 Octobre 2026

INTRODUCTION

L'intégration économique régionale constitue depuis plusieurs décennies un instrument majeur de transformation des économies africaines. Elle vise notamment à réduire les obstacles aux échanges, à élargir les marchés, à favoriser les investissements, à stimuler la spécialisation productive et à renforcer la compétitivité des entreprises. Malgré la multiplication des communautés économiques régionales, le commerce intra-africain demeure relativement faible et reste caractérisé par une forte concentration des exportations africaines sur les produits primaires. Cette situation limite la capacité des économies du continent à bénéficier pleinement des effets dynamiques du commerce international et à s'insérer durablement dans les chaînes de valeur régionales et mondiales. Dans cette perspective, l'intégration commerciale apparaît non seulement comme un instrument de libéralisation des échanges, mais également comme un moyen de favoriser la transformation structurelle, entendue comme le déplacement progressif des ressources et de la main-d'œuvre vers des activités plus productives, diversifiées et à plus forte valeur ajoutée.

C'est dans ce contexte qu'a été instituée la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), l'une des initiatives majeures de l'Agenda 2063 de l'Union africaine. L'Accord établissant la ZLECAf a notamment pour objectifs de créer un marché unique africain des biens et services, de faciliter les investissements, d'améliorer la compétitivité des économies africaines, de promouvoir l'industrialisation, de développer les chaînes de valeur régionales et de contribuer à la transformation structurelle des États parties (Union africaine [UA], 2018). La ZLECAf ne se limite donc pas à une simple réduction des droits de douane : elle s'inscrit dans une ambition plus large de construction d'un espace économique continental susceptible de favoriser les économies d'échelle, la diversification productive et l'intégration des économies africaines. L'Union africaine considère ainsi le développement du commerce et de l'industrie comme des leviers permettant de mobiliser les ressources africaines, de développer les chaînes de valeur régionales et de renforcer les possibilités d'emploi (UA, 2024).

L'ampleur du marché créé par la ZLECAf constitue l'un de ses principaux atouts. L'accord rassemble les 55 États membres de l'Union africaine et concerne un marché continental d'environ 1,3 milliard de personnes, représentant un produit intérieur brut cumulé estimé à environ 3 400 milliards de dollars américains (UA, 2023). La Banque mondiale estime que la mise en œuvre complète de la ZLECAf pourrait contribuer à accroître substantiellement les échanges africains,

African Scientific Journal
ISSN : 2658-9311
Vol : 03, Num 38 Octobre 2026

notamment les exportations intra-africaines de produits manufacturés, tout en générant des gains de revenus et en favorisant la réduction de la pauvreté (Banque mondiale, 2020). Ces effets potentiels demeurent toutefois conditionnés par la capacité des États à réduire les coûts commerciaux, à améliorer les infrastructures, à faciliter les échanges et à mettre en œuvre les réformes nécessaires au renforcement de la compétitivité des entreprises (Banque mondiale, 2020).

La République démocratique du Congo (RDC) occupe une position particulière dans cette nouvelle architecture commerciale africaine. Par son étendue territoriale, sa position géographique au cœur du continent, l'importance de sa population et l'abondance de ses ressources naturelles, elle dispose de plusieurs avantages susceptibles de lui permettre de tirer profit de l'élargissement du marché africain. Le pays est par ailleurs connecté à plusieurs espaces économiques régionaux, notamment la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), le Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA) et la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC). Cette appartenance à plusieurs ensembles régionaux peut constituer un avantage stratégique pour la RDC dans la perspective de la consolidation des échanges continentaux.

Cependant, le potentiel économique de la RDC contraste avec les caractéristiques de sa structure productive et commerciale. Les données de la CNUCED indiquent qu'en 2024, les exportations de marchandises de la RDC ont atteint environ 29,9 milliards de dollars américains, contre 26,6 milliards de dollars d'importations, soit un solde commercial positif estimé à 3,3 milliards de dollars. La croissance des exportations de marchandises a été estimée à 7,8 % au cours de la même année (CNUCED, 2025). Toutefois, l'importance de ces flux commerciaux ne doit pas masquer la question fondamentale de leur composition et de leur valeur ajoutée. La structure de l'économie congolaise demeure fortement marquée par l'exploitation et l'exportation des ressources naturelles, alors que les capacités de transformation locale, la diversification productive et l'intégration dans des chaînes de valeur plus complexes restent insuffisamment développées.

Cette situation constitue un paradoxe majeur pour la RDC dans le contexte de la ZLECAf. D'un côté, le pays possède des ressources considérables dans les secteurs minier, agricole, énergétique et forestier, ainsi qu'un marché intérieur important pouvant soutenir le développement d'activités productives. De l'autre, les déficits d'infrastructures, les coûts élevés du transport et de la logistique, les difficultés d'accès au financement, la faiblesse de certaines capacités institutionnelles, la faible productivité et l'insuffisante transformation locale des ressources

African Scientific Journal
ISSN : 2658-9311
Vol : 03, Num 38 Octobre 2026

constituent des contraintes susceptibles de limiter la capacité du pays à exploiter les possibilités offertes par le marché continental.

Cette problématique de diversification revêt une importance particulière dans le secteur minier. La RDC dispose notamment d'importantes ressources en cuivre et en cobalt, deux minerais stratégiques pour les chaînes de valeur liées à la transition énergétique. Toutefois, la simple exportation de minerais bruts ne permet pas de maximiser les effets d'entraînement sur l'ensemble de l'économie nationale. Comme le souligne la CNUCED (2025), la diversification et l'augmentation de la complexité productive constituent des conditions essentielles pour transformer les richesses minières en industries diversifiées, en emplois et en croissance plus résiliente. La question centrale n'est donc plus uniquement celle de la disponibilité des ressources, mais celle de la capacité du pays à créer localement davantage de valeur ajoutée à partir de ces ressources.

Dans cette perspective, l'intégration commerciale régionale peut constituer un levier important de transformation structurelle. Le récent Mémorandum économique consacré à la RDC par la Banque mondiale met précisément en évidence le rôle potentiel de l'intégration commerciale régionale et de la diversification des échanges dans le développement des chaînes de valeur, la création d'emplois et l'amélioration des perspectives de croissance (Banque mondiale, 2026). Le rapport souligne également que des réformes économiques ambitieuses sont nécessaires pour placer la RDC sur une trajectoire de croissance davantage diversifiée et inclusive.

Toutefois, l'ouverture du marché continental ne constitue pas en elle-même une garantie de transformation structurelle. Une économie caractérisée par une faible capacité productive peut, en l'absence de politiques d'accompagnement appropriées, connaître une augmentation des importations sans parvenir à accroître suffisamment ses exportations à forte valeur ajoutée. Dans le cas de la RDC, le risque serait alors de voir la ZLECAf renforcer essentiellement son rôle de marché de consommation pour les produits fabriqués dans des économies africaines plus industrialisées, plutôt que de faire du pays une véritable plateforme de production et d'exportation. Cette possibilité souligne l'importance de la compétitivité des entreprises congolaises, de la qualité des infrastructures, de la facilitation des échanges et du développement des capacités industrielles. La question de la compétitivité est d'autant plus importante que la ZLECAf crée un espace dans lequel les entreprises africaines seront progressivement exposées à une concurrence plus intense.

African Scientific Journal
ISSN : 2658-9311
Vol : 03, Num 38 Octobre 2026

Le Protocole sur le commerce des marchandises de la ZLECAf vise précisément à réduire les obstacles au commerce, à améliorer l'environnement des affaires et à renforcer la compétitivité des entreprises africaines grâce aux économies d'échelle et à l'accès à un marché continental élargi (Union africaine, 2018). Pour la RDC, la réussite de cette ouverture dépendra donc de la capacité des entreprises nationales à améliorer leur productivité, leur qualité, leurs coûts de production et leur capacité à respecter les normes et règles d'origine applicables aux échanges préférentiels.

Dès lors, la problématique de la présente étude s'inscrit dans un paradoxe entre **potentialités et contraintes**. La RDC dispose d'avantages considérables pour participer à l'intégration commerciale africaine, mais elle présente également des faiblesses structurelles susceptibles de réduire les bénéfices de la ZLECAf. La question fondamentale n'est donc pas seulement de savoir si la ZLECAf représente une opportunité pour la RDC, mais plutôt de déterminer dans quelles conditions cette opportunité peut effectivement se traduire par une transformation de la structure productive congolaise.

La question principale qui guide cette recherche est ainsi formulée comme suit : **dans quelle mesure la ZLECAf peut-elle contribuer à la transformation structurelle de l'économie congolaise, compte tenu des opportunités qu'elle offre et des contraintes qui limitent la compétitivité de la République démocratique du Congo ?**

De cette interrogation principale découlent deux questions spécifiques : **quelles sont les principales opportunités et contraintes que la ZLECAf présente pour la transformation structurelle de l'économie congolaise ?** et **quelles stratégies économiques permettraient à la RDC de renforcer sa compétitivité et de tirer pleinement profit de la ZLECAf ?**

L'étude retient l'hypothèse selon laquelle **la ZLECAf offre à la RDC des opportunités importantes de diversification, d'industrialisation et de développement des chaînes de valeur régionales, mais que leur concrétisation demeure limitée par des contraintes structurelles internes**. Elle pose également comme seconde hypothèse que **la mise en œuvre de réformes portant sur les infrastructures, la compétitivité, la diversification productive, les capacités douanières, l'accès au financement et l'environnement des affaires permettrait à la RDC de mieux exploiter les opportunités offertes par la ZLECAf**.

L'objectif général de cette étude est d'**analyser les opportunités et les contraintes liées à la ZLECAf et d'identifier les conditions permettant à celle-ci de contribuer effectivement à la**

African Scientific Journal
ISSN : 2658-9311
Vol : 03, Num 38 Octobre 2026

transformation structurelle de l'économie congolaise. Plus spécifiquement, il s'agit, premièrement, d'identifier les principaux atouts et obstacles de la RDC dans le cadre de l'intégration commerciale continentale et, deuxièmement, de dégager les stratégies économiques susceptibles de renforcer la compétitivité des entreprises congolaises et de favoriser la diversification productive.

L'intérêt de cette recherche réside ainsi dans sa volonté de dépasser une lecture exclusivement optimiste ou institutionnelle de la ZLECAf. Alors que l'accord ouvre potentiellement un marché continental considérable, ses effets sur une économie comme celle de la RDC dépendront largement de la capacité du pays à transformer ses avantages comparatifs en avantages compétitifs. L'enjeu est donc de passer d'une logique fondée principalement sur l'exportation de ressources primaires à une logique reposant davantage sur la transformation locale, la diversification, la création de valeur ajoutée et l'intégration dans les chaînes de valeur régionales. Cette approche rejoint les analyses de la Banque mondiale selon lesquelles l'intégration commerciale et la diversification peuvent contribuer au développement des chaînes de valeur et à la création d'emplois en RDC, à condition que les contraintes structurelles soient effectivement levées (Banque mondiale, 2026).

Sur le plan méthodologique, l'étude adopte une approche descriptive, analytique et comparative fondée principalement sur l'exploitation de données secondaires provenant d'organisations nationales, régionales et internationales. L'analyse de la structure et de l'évolution du commerce extérieur de la RDC sera complétée par l'examen d'indicateurs de diversification et de concentration des exportations. Une analyse SWOT sera ensuite mobilisée afin d'identifier les forces, faiblesses, opportunités et menaces associées à la participation de la RDC à la ZLECAf. Cette démarche permettra de dépasser la simple description des potentialités du pays pour déboucher sur une lecture stratégique des politiques économiques nécessaires à l'exploitation des opportunités de l'intégration continentale.

L'originalité de cette étude réside ainsi dans l'articulation entre **intégration commerciale, transformation structurelle et analyse stratégique**. Contrairement à une approche limitée à l'évaluation des effets potentiels de la libéralisation commerciale, l'analyse cherche à mettre en évidence les conditions internes qui déterminent la capacité de la RDC à convertir l'ouverture du

African Scientific Journal
ISSN : 2658-9311
Vol : 03, Num 38 Octobre 2026

marché africain en diversification productive, en industrialisation et en participation accrue aux chaînes de valeur régionales.

La suite de l'article est organisée en quatre grandes parties. La première présente la revue de littérature consacrée à l'intégration économique, à la ZLECAf, à la transformation structurelle et à la compétitivité des économies africaines. La deuxième expose la méthodologie et les données mobilisées. La troisième présente et analyse les principaux résultats relatifs à la structure commerciale de la RDC ainsi qu'aux forces, faiblesses, opportunités et menaces liées à la ZLECAf. La quatrième discute ces résultats à la lumière de la littérature existante et en dégage les principales implications en matière de politiques économiques. Enfin, la conclusion synthétise les principaux enseignements de l'étude et formule les orientations susceptibles de permettre à la RDC de transformer l'intégration commerciale continentale en véritable levier de transformation structurelle.

I. REVUE DE LITTÉRATURE

La littérature consacrée à l'intégration économique africaine s'est développée autour de la libéralisation commerciale, de l'élargissement des marchés, de la diversification productive et du développement des chaînes de valeur régionales. La création de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) a renforcé cette réflexion en mettant l'accent sur la capacité des économies africaines à transformer l'intégration commerciale en transformation structurelle. Cette problématique est particulièrement importante pour la République démocratique du Congo (RDC), caractérisée par l'abondance des ressources naturelles, une faible transformation locale et une forte concentration des exportations autour des produits miniers.

La présente revue s'articule autour de quatre axes : les fondements de l'intégration économique et du libre-échange, le lien entre ZLECAf et transformation structurelle, la compétitivité et les chaînes de valeur régionales, puis les principaux résultats empiriques permettant de situer la présente étude.

1.1. Intégration économique et libre-échange

L'intégration économique désigne un processus par lequel plusieurs économies réduisent progressivement les obstacles aux échanges afin de renforcer leur interdépendance. Balassa (1961) distingue plusieurs degrés d'intégration, dont la zone de libre-échange, caractérisée par la réduction ou la suppression des barrières commerciales entre les pays membres.

African Scientific Journal
ISSN : 2658-9311
Vol : 03, Num 38 Octobre 2026

Dans la théorie traditionnelle du commerce international, le libre-échange permet aux économies de se spécialiser selon leurs avantages comparatifs. Cependant, cette approche suppose que les capacités productives sont suffisantes pour répondre aux nouvelles opportunités commerciales. Or, dans plusieurs économies africaines, les déficits d'infrastructures, la faiblesse industrielle et la spécialisation dans les produits primaires limitent cette capacité.

Viner (1950) montre que l'intégration commerciale peut produire des effets de création ou de détournement de commerce. Son impact dépend ainsi de la structure productive et du degré de complémentarité entre les économies. Krugman (1980), pour sa part, souligne l'importance des économies d'échelle et de la taille du marché : l'élargissement de la demande peut permettre aux entreprises d'augmenter leur production et de réduire leurs coûts.

Toutefois, l'élargissement du marché ne garantit pas automatiquement l'émergence d'une base productive compétitive. Les entreprises doivent disposer de capacités financières, technologiques, logistiques et productives suffisantes. Cette distinction est essentielle pour la RDC : l'ouverture peut favoriser les exportations nationales, mais elle peut également accroître la concurrence et la dépendance aux importations lorsque les entreprises locales restent peu compétitives. Rodrik (2004) souligne ainsi que l'ouverture doit être accompagnée de politiques favorisant l'investissement, l'apprentissage technologique, les infrastructures et la diversification productive.

1.2. ZLECAf et transformation structurelle

La transformation structurelle correspond au processus de réallocation des ressources des activités à faible productivité vers des activités plus productives et génératrices de davantage de valeur ajoutée. Elle implique notamment la diversification de la production, l'industrialisation, l'amélioration de la productivité et la création d'emplois productifs.

Lewis (1954) explique cette transformation par le déplacement progressif de la main-d'œuvre du secteur traditionnel vers le secteur moderne. McMillan, Rodrik et Verduzco-Gallo (2014) montrent également que les changements structurels peuvent constituer une source importante de croissance de la productivité dans les économies en développement. Hausmann, Hwang et Rodrik (2007) insistent, quant à eux, sur l'importance de la sophistication des exportations dans les trajectoires de développement.

Dans cette perspective, la ZLECAf peut constituer un instrument de transformation structurelle en créant un marché continental plus vaste, susceptible de stimuler les économies d'échelle,

African Scientific Journal
ISSN : 2658-9311
Vol : 03, Num 38 Octobre 2026

l'investissement, la diversification et les chaînes de valeur régionales. L'Union africaine (2018) inscrit d'ailleurs explicitement la ZLECAf dans une logique de transformation structurelle, de diversification industrielle et de développement des chaînes de valeur régionales.

Cependant, les bénéfices de l'intégration ne sont pas automatiquement répartis entre les pays. Les économies disposant de capacités productives plus importantes sont mieux placées pour répondre à l'augmentation de la demande régionale. Pour la RDC, la question centrale est donc sa capacité à passer d'une logique d'exportation de ressources primaires à une logique de valorisation et de transformation locale. La Banque mondiale souligne que la diversification et l'intégration commerciale régionale peuvent favoriser le développement des chaînes de valeur et la création d'emplois en RDC, mais que d'importantes contraintes structurelles doivent être levées (El Saghir & Maur, 2023).

1.3. ZLECAf, compétitivité et chaînes de valeur régionales

La compétitivité constitue une condition essentielle pour bénéficier d'un marché continental élargi. Porter (1990) considère que l'avantage compétitif repose notamment sur les facteurs de production, la demande intérieure, les industries connexes et de soutien ainsi que la stratégie des entreprises. Cette approche permet de distinguer l'avantage comparatif, lié notamment aux ressources naturelles, de l'avantage compétitif, qui suppose la capacité à valoriser efficacement ces ressources. Cette distinction est particulièrement pertinente pour la RDC. L'abondance des ressources minières, agricoles, forestières et énergétiques représente un avantage comparatif important, mais celui-ci ne devient un avantage compétitif que lorsque les ressources sont transformées efficacement et intégrées dans des activités génératrices de valeur ajoutée.

Les chaînes de valeur régionales constituent à cet égard un mécanisme important de transformation. Elles permettent à plusieurs pays de participer aux différentes étapes d'un même processus productif, de l'approvisionnement en matières premières à la transformation, à la distribution et à la commercialisation. De Melo et Solleder (2025) montrent toutefois que l'Afrique reste relativement peu intégrée dans les chaînes de valeur régionales, notamment en raison de la faiblesse du commerce régional d'intrants. Les faibles barrières commerciales et les investissements peuvent néanmoins favoriser cette intégration.

Pour la RDC, des possibilités existent dans les secteurs minier, agro-industriel, énergétique, manufacturier et logistique. La diversification des exportations constitue également un enjeu

African Scientific Journal
ISSN : 2658-9311
Vol : 03, Num 38 Octobre 2026

majeur. Freire et Slany (2023) montrent que la diversification peut soutenir la transformation structurelle et renforcer la résilience des économies africaines, mais qu'elle dépend des capacités productives et des possibilités de demande et de complémentarité.

Ainsi, l'enjeu pour la RDC n'est pas uniquement d'augmenter le volume des exportations, mais d'en améliorer la structure. L'exportation de produits miniers non transformés ne traduit pas nécessairement une transformation structurelle profonde. À l'inverse, le développement de produits transformés, de biens intermédiaires et de services associés peut accroître la valeur ajoutée nationale.

Les infrastructures, la logistique, l'énergie, les procédures douanières et les règles d'origine constituent également des déterminants importants. Un marché continental élargi ne peut être exploité efficacement que si les entreprises peuvent transporter leurs marchandises à des coûts compétitifs et respecter les exigences du commerce international.

1.4. Revue empirique et positionnement de l'étude

Les travaux empiriques montrent globalement que la réduction des barrières commerciales peut accroître les échanges, mais que les effets de l'intégration dépendent des structures productives, des infrastructures et de la compétitivité des économies.

La Banque mondiale (2020) estime que la mise en œuvre de la ZLECAf pourrait entraîner une progression importante du commerce intra-africain, notamment dans le secteur manufacturier. Ces résultats mettent en évidence le potentiel de l'accord pour soutenir l'industrialisation et la diversification, tout en soulignant que les gains dépendent de la qualité de sa mise en œuvre.

Stack et Amissah (2024) montrent également que l'intégration économique africaine favorise les échanges intra-africains. Oloruntoba (2023) souligne pour sa part que la ZLECAf peut soutenir la production à valeur ajoutée et les chaînes de valeur régionales, mais que les contraintes institutionnelles et économiques peuvent limiter ses effets.

De Melo et Solleder (2025) confirment la faible intégration de l'Afrique dans les chaînes de valeur régionales et mettent en évidence l'importance de la réduction des barrières commerciales et des investissements. Pour la RDC, El Saghir et Maur (2023) identifient des possibilités importantes de diversification et de développement des chaînes de valeur dans les secteurs minier et agricole, tout en relevant des contraintes liées aux infrastructures, à la productivité, au capital humain, au financement et à l'environnement des affaires.

African Scientific Journal
ISSN : 2658-9311
Vol : 03, Num 38 Octobre 2026

La littérature permet ainsi de dégager trois principaux constats. Premièrement, la ZLECAf offre une opportunité majeure d'élargissement des marchés et de développement du commerce intra-africain. Deuxièmement, ses effets dépendent fortement des capacités productives, des infrastructures, des investissements et de la compétitivité nationale. Troisièmement, la transformation structurelle suppose une diversification et une montée en gamme des activités productives plutôt qu'une simple augmentation des volumes échangés.

Malgré ces contributions, une lacune demeure concernant l'articulation entre les opportunités offertes par la ZLECAf et les contraintes spécifiques de la RDC. La présente étude se positionne donc à l'intersection de ces deux dimensions. Elle ne cherche pas seulement à déterminer si la ZLECAf peut accroître les échanges de la RDC, mais à examiner dans quelles conditions elle peut devenir un véritable levier de transformation structurelle**. L'analyse porte ainsi sur la capacité de la RDC à transformer ses avantages comparatifs en avantages compétitifs à travers la diversification productive, la transformation locale, l'amélioration des infrastructures, l'accès au financement, la facilitation des échanges et l'intégration dans les chaînes de valeur régionales.**

II. MÉTHODOLOGIE

La présente étude porte sur l'analyse des opportunités, des contraintes et des perspectives offertes par la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) à la transformation structurelle de l'économie de la République démocratique du Congo (RDC). Compte tenu de la nature du sujet et de l'objectif poursuivi, l'étude adopte une démarche essentiellement **descriptive, analytique et comparative**, fondée sur l'exploitation des données secondaires et la technique documentaire. Elle est complétée par une **analyse SWOT**, utilisée pour identifier les forces, les faiblesses, les opportunités et les menaces qui caractérisent la position de la RDC dans le processus d'intégration commerciale africaine.

L'objectif n'étant pas d'estimer économétriquement l'impact de la ZLECAf sur les performances économiques de la RDC, mais plutôt d'identifier les mécanismes, les possibilités et les contraintes susceptibles de déterminer ses effets sur la transformation structurelle, l'analyse privilégie les données statistiques disponibles, les documents institutionnels et la littérature scientifique.

African Scientific Journal
ISSN : 2658-9311
Vol : 03, Num 38 Octobre 2026

2.1. Approche de l'étude

La démarche retenue est principalement **descriptive**. Selon Grawitz (2001), la méthode descriptive permet de présenter et de caractériser un phénomène à partir des informations disponibles. Dans le cadre de cette étude, elle permet de décrire la situation du commerce extérieur de la RDC, notamment l'évolution des exportations et des importations, la structure des exportations, la place des produits miniers ainsi que les principales caractéristiques de l'économie productive congolaise. Cette approche permet également de mettre en évidence les éléments qui caractérisent la position commerciale de la RDC dans son environnement régional et continental. Une attention particulière est accordée à la diversification des exportations, à la capacité de transformation locale des ressources et à la possibilité pour les entreprises congolaises d'accéder aux marchés africains.

La **méthode analytique** est ensuite utilisée pour interpréter les informations recueillies. Elle permet d'examiner les relations entre la ZLECAf, l'élargissement du marché, la compétitivité des entreprises, la diversification productive, l'industrialisation et le développement des chaînes de valeur régionales. Elle permet ainsi de dépasser la simple présentation des données afin de déterminer les conditions dans lesquelles l'ouverture du marché continental pourrait contribuer à la transformation structurelle de la RDC.

Enfin, une **approche comparative** est mobilisée afin de situer la RDC par rapport aux dynamiques générales de l'intégration économique africaine. Elle permet de confronter les potentialités de l'économie congolaise aux exigences de la participation au marché continental, notamment en matière de compétitivité, d'infrastructures, de transformation productive et de facilitation des échanges.

La combinaison de ces approches permet ainsi d'avoir une lecture globale du phénomène étudié. Il ne s'agit pas uniquement de déterminer ce que la ZLECAf peut apporter à la RDC, mais également d'examiner si les conditions internes sont réunies pour permettre au pays de transformer les opportunités commerciales en gains de production, d'investissement, d'emploi et de valeur ajoutée.

2.2. Nature et sources des données

L'étude utilise essentiellement des **données secondaires**. Celles-ci sont constituées d'informations déjà produites et publiées par des institutions nationales, régionales et internationales ainsi que par

African Scientific Journal
ISSN : 2658-9311
Vol : 03, Num 38 Octobre 2026

des chercheurs ayant travaillé sur les questions d'intégration économique, de commerce international et de transformation structurelle.

Les principales sources statistiques et institutionnelles mobilisées sont la **Banque mondiale**, la **Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED)**, le **Fonds monétaire international (FMI)**, l'**Organisation mondiale du commerce (OMC)**, la **Banque africaine de développement (BAD)**, l'**Union africaine**, la **Banque centrale du Congo (BCC)** et, lorsque disponibles, les publications statistiques nationales.

Les données de la CNUCED permettent notamment d'apprécier la situation du commerce extérieur de la RDC, tandis que les publications de la Banque mondiale apportent des informations utiles sur la diversification économique, l'intégration commerciale régionale et les contraintes structurelles de l'économie congolaise. Les documents de l'Union africaine et relatifs à la ZLECAf sont utilisés pour analyser le cadre institutionnel et les objectifs de l'intégration commerciale continentale.

La littérature scientifique est également mobilisée à travers des ouvrages, articles et rapports portant sur le libre-échange, l'intégration économique, la transformation structurelle, la diversification des exportations, la compétitivité et les chaînes de valeur régionales. Cette diversité des sources permet de confronter les données statistiques aux analyses théoriques et empiriques existantes.

2.3. Technique de collecte et de traitement des données

La principale technique de collecte retenue est la **technique documentaire**. Elle consiste à rechercher, sélectionner, analyser et exploiter les informations pertinentes contenues dans les ouvrages, articles scientifiques, rapports institutionnels, bases statistiques et documents officiels.

Cette technique est particulièrement adaptée à la présente recherche, car l'analyse de la ZLECAf nécessite l'exploitation d'informations provenant de plusieurs sources et couvrant différentes dimensions de l'économie congolaise. Les documents sélectionnés sont retenus en fonction de leur pertinence par rapport aux objectifs de l'étude, de leur crédibilité institutionnelle ou scientifique et, autant que possible, de leur actualité.

Les informations recueillies sont regroupées autour de plusieurs axes, notamment :

- l'évolution des exportations et des importations de la RDC ;
- la structure et le degré de diversification des exportations ;
- la place des produits miniers dans le commerce extérieur ;

African Scientific Journal
ISSN : 2658-9311
Vol : 03, Num 38 Octobre 2026

- les capacités industrielles et productives du pays ;
- les infrastructures de transport et d'énergie ;
- les coûts et les difficultés liés au commerce ;
- l'accès au financement ;
- l'environnement des affaires ;
- les possibilités d'investissement ;
- le développement des chaînes de valeur régionales ;
- les opportunités et les contraintes liées à la mise en œuvre de la ZLECAf.

Le traitement des données repose principalement sur leur **organisation, comparaison et interprétation**. Les informations quantitatives sont présentées sous forme de tableaux et de graphiques lorsque cela permet de mieux faire ressortir les principales tendances. Les données qualitatives sont regroupées selon les différentes dimensions de l'analyse SWOT.

Cette démarche permet notamment de confronter les potentialités de la RDC aux contraintes qui limitent leur valorisation. Ainsi, l'existence d'importantes ressources naturelles est analysée parallèlement à la faiblesse de leur transformation locale ; l'importance du marché intérieur est mise en relation avec le pouvoir d'achat et la capacité productive ; et la position géographique du pays est appréciée en tenant compte des infrastructures et des coûts de transport.

2.4. Analyse SWOT

Pour compléter l'analyse descriptive et analytique, l'étude utilise la méthode **SWOT**, acronyme anglais de *Strengths, Weaknesses, Opportunities and Threats*, correspondant en français aux **forces, faiblesses, opportunités et menaces**. Cette méthode constitue un outil d'analyse stratégique permettant d'identifier les facteurs internes et externes susceptibles d'influencer la réalisation d'un objectif donné.

Dans le cadre de cette recherche, la SWOT est appliquée à la position de la RDC face à la ZLECAf. Elle permet de distinguer, d'une part, les facteurs qui relèvent des caractéristiques internes de l'économie congolaise et, d'autre part, ceux qui proviennent de son environnement commercial continental.

2.4.1. Les forces

Les forces représentent les avantages internes dont dispose la RDC et qui peuvent favoriser son intégration dans le marché continental. Parmi les principales forces identifiées figurent l'abondance

African Scientific Journal
ISSN : 2658-9311
Vol : 03, Num 38 Octobre 2026

des ressources naturelles, le potentiel agricole, les ressources énergétiques, l'importance du marché intérieur et la position géographique du pays.

La RDC dispose notamment d'importantes ressources minières qui peuvent constituer une base pour le développement d'activités de transformation et de chaînes de valeur. Son potentiel agricole offre également des possibilités importantes de développement de l'agro-industrie et de fourniture de produits alimentaires aux marchés régionaux.

La position géographique de la RDC constitue par ailleurs un atout stratégique. Le pays partage des frontières avec plusieurs États africains et se trouve au croisement de plusieurs espaces économiques régionaux. Cette situation peut faciliter son insertion dans les échanges continentaux, à condition que les infrastructures et les corridors commerciaux soient suffisamment développés.

2.4.2. Les faiblesses

Les faiblesses correspondent aux facteurs internes qui limitent la capacité de la RDC à exploiter pleinement les opportunités offertes par la ZLECAf.

Parmi ces faiblesses figurent principalement la faible diversification de l'économie, la forte concentration des exportations autour des produits miniers, l'insuffisance des infrastructures de transport et d'énergie, les coûts logistiques élevés et la faiblesse des capacités industrielles.

À ces contraintes s'ajoutent les difficultés d'accès au financement, la faible productivité de nombreuses entreprises, les insuffisances dans la facilitation des échanges et certaines contraintes administratives. Ces éléments peuvent réduire la capacité des entreprises congolaises à satisfaire la demande du marché continental et à faire face à la concurrence des producteurs des autres pays africains.

Ainsi, l'un des principaux défis de la RDC consiste à transformer ses avantages comparatifs en **avantages compétitifs**. L'existence de ressources naturelles importantes ne suffit pas à garantir une présence durable sur les marchés africains si ces ressources ne sont pas transformées et incorporées dans des produits à plus forte valeur ajoutée.

2.4.3. Les opportunités

Les opportunités sont constituées par les facteurs externes favorables susceptibles de découler de la mise en œuvre de la ZLECAf. L'élargissement du marché africain représente l'une des principales opportunités pour la RDC. Il peut permettre aux entreprises congolaises d'accéder à une demande plus importante et de réaliser des économies d'échelle.

African Scientific Journal
ISSN : 2658-9311
Vol : 03, Num 38 Octobre 2026

La ZLECAf offre également des possibilités de développement des exportations non minières, d'augmentation des investissements et de création de chaînes de valeur régionales. Elle peut notamment favoriser le développement de secteurs tels que l'agro-industrie, la transformation des minerais, les services, la logistique et certaines activités manufacturières.

La Banque mondiale (2020) souligne que la mise en œuvre de la ZLECAf pourrait contribuer à une augmentation importante du commerce intra-africain et favoriser particulièrement les échanges de produits manufacturés. Cette perspective renforce l'intérêt de l'accord pour les pays qui cherchent à diversifier leur structure productive.

Pour la RDC, l'opportunité fondamentale réside donc dans la possibilité de ne plus considérer le marché congolais comme un marché isolé, mais comme une composante d'un vaste marché continental. Toutefois, cette opportunité ne pourra être exploitée que si les entreprises nationales disposent des capacités nécessaires pour produire et exporter de manière compétitive.

2.4.4. Les menaces

Les menaces correspondent aux facteurs externes susceptibles de limiter les bénéfices attendus de la ZLECAf. L'intensification de la concurrence constitue la principale menace pour les entreprises congolaises. L'ouverture du marché peut en effet faciliter l'entrée de produits provenant d'économies africaines disposant d'une base industrielle et productive plus développée.

Il existe également un risque que la suppression progressive des barrières commerciales entraîne une augmentation des importations sans augmentation correspondante des capacités exportatrices de la RDC. Dans ce scénario, le pays pourrait davantage devenir un **marché de consommation pour les produits africains** qu'un espace de production et d'exportation.

La dépendance aux produits miniers constitue une autre menace importante. Une économie fortement concentrée sur les matières premières demeure vulnérable aux fluctuations des cours internationaux et dispose d'une capacité limitée à profiter pleinement des possibilités offertes par un marché continental orienté vers des produits diversifiés et transformés.

III. PRÉSENTATION DES RÉSULTATS

Cette section présente les principaux résultats issus de l'analyse documentaire et descriptive de la situation économique et commerciale de la République démocratique du Congo (RDC) dans le contexte de la mise en œuvre de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf). L'analyse porte successivement sur l'évolution du commerce extérieur, la structure productive et

African Scientific Journal
ISSN : 2658-9311
Vol : 03, Num 38 Octobre 2026

commerciale, les opportunités offertes par la ZLECAf, les contraintes structurelles et, enfin, la synthèse stratégique à travers une matrice SWOT.

3.1. Évolution récente du commerce extérieur de la RDC

L'évolution du commerce extérieur constitue un premier élément permettant d'apprécier la capacité de la RDC à tirer profit de l'intégration commerciale africaine. Les données de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) montrent une progression importante du commerce de marchandises au cours des dernières années.

Tableau 1. Évolution du commerce de marchandises de la RDC

Année	Exportations (millions USD)	Importations (millions USD)	Solde commercial (millions USD)
2005	2 403	2 690	-288
2010	5 300	4 500	800
2015	8 685	8 068	617
2024	29 900	26 600	3 300

Source : *CNUCED, UNCTADstat, Profil général de la République démocratique du Congo, données 2024.*

Les données du tableau 1 montrent une progression significative des exportations de marchandises de la RDC. Celles-ci sont passées de 2,403 milliards de dollars en 2005 à environ 29,9 milliards de dollars en 2024. Sur la même période, les importations sont passées de 2,690 milliards à 26,6 milliards de dollars.

Cette évolution traduit une augmentation importante de l'ouverture commerciale de l'économie congolaise. En 2024, les exportations de marchandises ont progressé de 7,8 % selon la CNUCED, tandis que le pays a enregistré un excédent commercial d'environ 3,3 milliards de dollars.

Toutefois, l'amélioration du solde commercial ne signifie pas nécessairement que la structure productive de la RDC s'est profondément transformée. Une économie peut enregistrer une progression importante de ses exportations tout en demeurant fortement dépendante d'un nombre limité de produits. L'enjeu pour la RDC est donc moins l'augmentation quantitative des exportations que leur **diversification et leur montée en valeur ajoutée**.

Cette distinction est particulièrement importante dans le contexte de la ZLECAf. L'ouverture du marché continental peut accroître les débouchés pour les exportations congolaises, mais les gains

African Scientific Journal
ISSN : 2658-9311
Vol : 03, Num 38 Octobre 2026

seront plus importants si la RDC est capable d'exporter une gamme plus diversifiée de biens et services.

Tableau 2. Quelques indicateurs du commerce extérieur de la RDC en 2024

Indicateur	Valeur
Population	109,276 millions
PIB courant	72,953 milliards USD
Exportations de marchandises	29,900 milliards USD
Importations de marchandises	26,600 milliards USD
Solde commercial	3,300 milliards USD
Croissance des exportations de marchandises	7,8 %
Croissance réelle du PIB	5,4 %

Source : *CNUCED, UNCTADstat, 2024.*

Ces données montrent que la RDC dispose déjà d'une base commerciale relativement importante. Toutefois, le niveau des exportations doit être apprécié à la lumière de leur composition. Le poids des produits miniers dans les exportations demeure particulièrement important, ce qui traduit une spécialisation encore fortement orientée vers les matières premières.

La problématique de la transformation structurelle apparaît donc clairement : **la RDC exporte beaucoup, mais doit encore transformer davantage son économie pour que l'augmentation des échanges génère des effets plus importants sur l'industrie, l'emploi, la productivité et la valeur ajoutée nationale.**

3.2. Une économie disposant d'importants avantages comparatifs mais encore faiblement diversifiée

L'analyse des caractéristiques de l'économie congolaise révèle un paradoxe. D'une part, la RDC dispose d'importantes ressources naturelles, agricoles et énergétiques susceptibles de constituer une base solide pour son industrialisation. D'autre part, la transformation locale de ces ressources demeure insuffisante.

Le Mémorandum économique de la Banque mondiale consacré à la RDC souligne que le pays possède des possibilités importantes de diversification et de développement des chaînes de valeur, notamment dans les secteurs minier et agricole. Il relève également que l'intégration commerciale

régionale et la diversification des échanges peuvent contribuer au développement des chaînes de valeur et à la création d'emplois.

Tableau 3. Principaux atouts productifs de la RDC dans le contexte de la ZLECAf

Atouts	Potentiel économique
Ressources minières	Transformation locale, industries minières et chaînes de valeur
Potentiel agricole	Agro-industrie, sécurité alimentaire et exportations régionales
Ressources énergétiques	Développement industriel et amélioration de la productivité
Marché intérieur important	Économies d'échelle et développement des entreprises
Position géographique	Accès à plusieurs marchés et corridors commerciaux africains
Ressources forestières	Transformation du bois et développement de produits à valeur ajoutée
Potentiel hydroélectrique	Soutien à l'industrialisation et aux activités productives

Source : élaboration de l'auteur à partir de la littérature et des rapports institutionnels.

Ces différents atouts constituent des avantages comparatifs importants. Cependant, leur existence ne garantit pas automatiquement la compétitivité internationale. Pour que ces ressources deviennent de véritables avantages compétitifs, elles doivent être accompagnées d'investissements dans les infrastructures, l'énergie, les compétences, la technologie, le financement et la transformation locale.

Ainsi, la principale faiblesse de la structure productive congolaise réside moins dans l'absence de ressources que dans la **faible capacité à transformer ces ressources en biens et services compétitifs**.

Cette situation constitue un enjeu majeur pour la ZLECAf. Un marché continental plus vaste pourrait offrir des débouchés importants aux produits congolais, mais encore faut-il que ces produits soient disponibles en quantité suffisante, répondent aux normes de qualité et puissent être livrés à des coûts compétitifs.

3.3. Les opportunités offertes par la ZLECAf à la transformation structurelle de la RDC

L'analyse montre que la ZLECAf offre plusieurs opportunités importantes à la RDC. La première concerne l'accès à un marché continental beaucoup plus vaste. Cette extension du marché peut permettre aux entreprises congolaises d'accroître leur production, de réaliser des économies d'échelle et d'élargir leur clientèle.

African Scientific Journal
ISSN : 2658-9311
Vol : 03, Num 38 Octobre 2026

La deuxième opportunité réside dans la possibilité de développer les **chaînes de valeur régionales**. La RDC pourrait notamment participer à des chaînes de valeur dans les secteurs minier, agricole, agro-industriel, énergétique et manufacturier.

La troisième opportunité concerne l'attraction des investissements. Un marché continental intégré peut rendre la RDC plus attractive pour les investisseurs recherchant des plateformes de production destinées à plusieurs marchés africains.

Tableau 4. Principales opportunités de la ZLECAf pour la RDC

Opportunités	Effets potentiels sur la RDC
Élargissement du marché africain	Augmentation des débouchés pour les entreprises
Réduction des barrières commerciales	Facilitation des exportations
Développement des chaînes de valeur régionales	Transformation locale et spécialisation productive
Attraction des investissements	Renforcement des capacités productives
Diversification des exportations	Réduction de la dépendance aux produits primaires
Développement de l'agro-industrie	Création d'emplois et valeur ajoutée
Transformation des ressources minières	Montée en gamme des exportations
Développement des services	Diversification de l'économie et création d'emplois

Source : élaboration de l'auteur à partir de la littérature et des documents institutionnels.

La Banque mondiale souligne que l'intégration régionale et la diversification des échanges peuvent favoriser le développement des chaînes de valeur et contribuer à la création d'emplois en RDC. Elle identifie notamment des possibilités de développement dans les chaînes de valeur minières et agricoles.

L'intérêt de la ZLECAf pour la RDC est donc particulièrement important dans une perspective de **diversification productive**. Au lieu de limiter les exportations à des matières premières, le pays pourrait chercher à développer des produits transformés destinés aux marchés régionaux.

Par exemple, dans le secteur agricole, la transformation du manioc, du maïs, du cacao, du café et d'autres produits agricoles pourrait permettre de développer des activités agro-industrielles et de réduire progressivement la dépendance aux importations alimentaires.

Dans le secteur minier, l'enjeu consiste à favoriser progressivement la transformation locale des ressources plutôt que leur exportation sous forme brute. La participation aux chaînes de valeur

African Scientific Journal
ISSN : 2658-9311
Vol : 03, Num 38 Octobre 2026

régionales et continentales pourrait ainsi favoriser le développement de certaines activités industrielles connexes.

3.4. Les contraintes structurelles limitant les bénéfices de la ZLECAf

Malgré ses potentialités, la RDC présente plusieurs contraintes susceptibles de limiter les effets de la ZLECAf. La première concerne les infrastructures. Les insuffisances des réseaux routiers, ferroviaires, énergétiques et logistiques augmentent les coûts de production et de transport.

La deuxième contrainte concerne la faible capacité industrielle. L'accès au marché africain ne suffit pas si les entreprises nationales ne disposent pas des capacités nécessaires pour répondre à la demande. Cette situation peut exposer la RDC à une augmentation des importations en provenance de pays africains disposant d'une base industrielle plus compétitive.

La troisième contrainte concerne l'accès au financement. Le développement des entreprises et l'investissement dans les capacités productives nécessitent des ressources financières adaptées. Les difficultés d'accès au crédit peuvent donc limiter la capacité des entreprises congolaises à investir et à profiter de l'élargissement du marché.

Tableau 5. Principales contraintes structurelles de la RDC

Contraintes	Conséquences potentielles
Insuffisance des infrastructures	Augmentation des coûts de transport et de production
Faible capacité industrielle	Difficulté à satisfaire la demande régionale
Accès limité au financement	Faibles investissements productifs
Faible diversification	Forte dépendance aux produits primaires
Coûts logistiques élevés	Réduction de la compétitivité des exportations
Faibles capacités de transformation	Faible valeur ajoutée domestique
Difficultés administratives et douanières	Ralentissement des échanges
Faible productivité de certaines entreprises	Difficulté à faire face à la concurrence
Importance du secteur informel	Faible intégration aux circuits commerciaux formels

Source : élaboration de l'auteur à partir de la littérature et des rapports institutionnels.

La Banque mondiale considère précisément la diversification économique et l'intégration commerciale régionale comme des leviers importants pour la croissance, la création d'emplois et la réduction de la pauvreté en RDC, tout en soulignant la nécessité de réformes importantes pour lever les principaux obstacles structurels.

Ces contraintes permettent de comprendre pourquoi l'élargissement du marché africain ne produira pas automatiquement une transformation structurelle. Si les entreprises congolaises ne disposent pas de capacités suffisantes, la libéralisation pourrait principalement stimuler les importations plutôt que les exportations.

Le principal risque serait alors que la RDC devienne essentiellement un **marché de consommation** pour les produits manufacturés provenant d'autres pays africains, alors que ses propres exportations resteraient concentrées dans les matières premières.

3.5. Analyse SWOT de la RDC face à la ZLECAf

Les résultats précédents peuvent être synthétisés à travers une matrice SWOT permettant de croiser les facteurs internes et externes.

Tableau 6. Matrice SWOT de la RDC dans le contexte de la ZLECAf

Forces (S)	**Faiblesses (W)**
Abondance des ressources naturelles	Faible diversification productive
Important potentiel agricole	Faible transformation industrielle
Potentiel énergétique considérable	Insuffisance des infrastructures
Marché intérieur important	Coûts logistiques élevés
Position géographique stratégique	Difficultés d'accès au financement
Potentiel de développement des chaînes de valeur	Faible compétitivité de nombreuses entreprises

Opportunités (O)	**Menaces (T)**
Accès à un vaste marché africain	Intensification de la concurrence
Développement des échanges intra-africains	Hausse possible des importations
Développement des chaînes de valeur régionales	Risque de maintien de la spécialisation primaire
Attraction des investissements	Perte de parts de marché des entreprises locales
Diversification des exportations	Dépendance persistante aux matières premières
Développement de l'agro-industrie et de l'industrie	Risque de transformation insuffisante des opportunités en gains productifs

Source : élaboration de l'auteur.

La matrice met en évidence un résultat essentiel : la RDC dispose d'un potentiel considérable pour bénéficier de la ZLECAf, mais ses faiblesses internes peuvent empêcher la matérialisation de ces opportunités.

Tableau 7. Orientations stratégiques issues de l'analyse SWOT

Stratégie	Orientation pour la RDC
SO	Utiliser les ressources naturelles, agricoles et énergétiques pour développer des productions destinées au marché africain.
WO	Investir dans les infrastructures, l'énergie, le financement et la transformation industrielle afin de profiter de l'ouverture du marché.
ST	Renforcer la compétitivité et la diversification pour faire face à la concurrence des autres économies africaines.
WT	Réduire les faiblesses structurelles afin d'éviter que la ZLECAf n'entraîne principalement une augmentation des importations.

Source : élaboration de l'auteur.

L'analyse SO montre que la RDC peut utiliser ses ressources et son marché intérieur comme bases d'une stratégie d'expansion commerciale. L'objectif serait de passer progressivement d'une économie exportatrice de matières premières à une économie capable de produire et d'exporter davantage de biens transformés.

L'analyse WO révèle que les opportunités offertes par la ZLECAf ne pourront être exploitées sans investissements dans les infrastructures, l'énergie, le financement et les capacités industrielles.

L'analyse ST souligne quant à elle la nécessité de renforcer la compétitivité des entreprises congolaises afin de limiter les effets négatifs de l'intensification de la concurrence.

Enfin, l'analyse WT met en évidence la nécessité de réformes structurelles. Sans celles-ci, le risque existe que la ZLECAf amplifie les déséquilibres existants en facilitant davantage l'entrée de produits étrangers qu'elle ne favorise l'expansion des exportations congolaises.

IV. DISCUSSION DES RÉSULTATS

Les résultats obtenus montrent que la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) constitue une opportunité importante pour la transformation structurelle de l'économie de la République démocratique du Congo (RDC), mais que cette opportunité ne peut produire des effets significatifs qu'à la condition que le pays renforce ses capacités productives. En effet, l'analyse a révélé que la RDC dispose de plusieurs avantages susceptibles de favoriser son insertion dans le marché continental, notamment l'abondance de ses ressources naturelles, son potentiel agricole et énergétique, l'importance de son marché intérieur ainsi que sa position géographique au cœur du

African Scientific Journal
ISSN : 2658-9311
Vol : 03, Num 38 Octobre 2026

continent africain. Ces différents atouts constituent une base favorable au développement des échanges et à la diversification de la production.

Cette observation rejoint les travaux de Hausmann, Hwang et Rodrik (2007), qui soulignent l'importance de la structure des exportations dans les perspectives de transformation productive et de croissance. Elle est également cohérente avec McMillan, Rodrik et Verduzco-Gallo (2014), pour lesquels la transformation structurelle constitue une source importante d'amélioration de la productivité dans les économies en développement. Dans le cas de la RDC, la ZLECAf peut donc représenter un cadre favorable au développement de nouvelles activités productives, notamment dans l'agro-industrie, la transformation des ressources minières, certaines activités manufacturières et les services. L'élargissement du marché africain peut permettre aux entreprises congolaises d'accroître leurs débouchés, de réaliser des économies d'échelle et de bénéficier de nouvelles possibilités d'investissement.

Toutefois, les résultats montrent également que l'existence d'importants avantages comparatifs ne suffit pas à assurer la compétitivité de la RDC. La forte concentration des exportations autour des produits miniers, la faiblesse de la transformation locale, l'insuffisance des infrastructures, les coûts logistiques élevés, les difficultés d'accès au financement et la faible capacité industrielle constituent des contraintes susceptibles de limiter les bénéfices de la ZLECAf. Cette situation rejoint le diagnostic de la Banque mondiale (2023), selon lequel la diversification économique et l'intégration commerciale régionale représentent des opportunités importantes pour la RDC, mais nécessitent des réformes permettant de renforcer les capacités productives, les infrastructures et l'environnement des affaires.

L'un des principaux enseignements de cette étude est ainsi que **l'accès au marché ne doit pas être confondu avec la capacité productive**. La réduction des barrières commerciales peut faciliter l'accès des produits congolais aux marchés africains, mais elle ne garantit pas que les entreprises nationales seront en mesure de répondre à la demande dans des conditions de prix, de qualité et de délais compétitives. À l'inverse, les entreprises des autres pays africains disposant d'une base industrielle plus développée pourraient profiter rapidement de l'ouverture du marché congolais. La ZLECAf pourrait alors entraîner une progression des importations sans provoquer une augmentation équivalente des exportations de produits transformés de la RDC. Cette possibilité confirme l'importance de la compétitivité telle qu'elle est analysée par Porter (1990), qui considère

African Scientific Journal
ISSN : 2658-9311
Vol : 03, Num 38 Octobre 2026

que la compétitivité d'une économie dépend non seulement de ses ressources, mais également de ses infrastructures, de ses compétences, de ses industries connexes, de ses institutions et de la qualité de son environnement économique.

Les résultats obtenus rejoignent également les analyses de la Banque mondiale (2020), selon lesquelles la ZLECAf possède un potentiel important pour stimuler le commerce intra-africain et les exportations manufacturières. Toutefois, ces effets demeurent dépendants de la capacité des économies africaines à améliorer la facilitation des échanges, les infrastructures et les conditions de production. Dans cette perspective, la situation de la RDC apparaît particulièrement significative : le pays dispose d'un potentiel considérable, mais la transformation de ce potentiel en avantage compétitif nécessite des investissements et des réformes structurelles.

La présente étude confirme ainsi la première hypothèse selon laquelle la ZLECAf offre à la RDC des possibilités importantes de diversification, d'industrialisation et de développement des chaînes de valeur régionales, mais que leur concrétisation demeure limitée par des contraintes structurelles internes. Elle confirme également la deuxième hypothèse, selon laquelle l'amélioration des infrastructures, de la compétitivité, de l'accès au financement, des capacités douanières, de la transformation productive et de l'environnement des affaires permettrait à la RDC de mieux exploiter les opportunités offertes par la ZLECAf.

Ces résultats impliquent que la politique commerciale congolaise ne devrait pas se limiter à la participation formelle à la ZLECAf ou à la réduction des obstacles aux échanges. Elle devrait être accompagnée d'une politique de transformation productive orientée vers la diversification des exportations, la transformation locale des ressources, le développement de l'agro-industrie, l'amélioration des infrastructures et le renforcement de la compétitivité des entreprises. Une telle orientation permettrait à la RDC de participer davantage aux chaînes de valeur régionales et de conserver une part plus importante de la valeur créée sur son territoire.

CONCLUSION

La présente étude avait pour objectif d'analyser dans quelle mesure la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) peut contribuer à la transformation structurelle de l'économie de la République démocratique du Congo, en mettant en évidence ses opportunités, ses contraintes et les conditions nécessaires à une meilleure insertion du pays dans le marché continental. L'analyse

African Scientific Journal
ISSN : 2658-9311
Vol : 03, Num 38 Octobre 2026

a reposé sur une approche descriptive, analytique et comparative, appuyée par la technique documentaire et l'analyse SWOT.

Les résultats montrent une progression importante du commerce extérieur congolais. Les exportations de marchandises sont passées de **2,40 milliards de dollars en 2005 à 29,9 milliards en 2024**, tandis que les importations sont passées de **2,69 à 26,6 milliards de dollars**. Le solde commercial, déficitaire de **288 millions de dollars en 2005**, atteint ainsi un excédent de **3,3 milliards de dollars en 2024**. Toutefois, cette amélioration demeure largement portée par les produits miniers et ne traduit pas encore une diversification productive suffisante.

L'analyse met également en évidence le potentiel considérable de la ZLECAf pour la RDC, notamment à travers l'accès à un marché continental d'environ **1,3 milliard de consommateurs**, les possibilités de diversification, d'industrialisation et de développement des chaînes de valeur régionales. Les estimations de la Banque mondiale indiquent, par ailleurs, un potentiel d'augmentation de **81 % des exportations intra-africaines** dans le cadre de la mise en œuvre de la ZLECAf. Cependant, les déficits infrastructurels, les coûts logistiques, la faiblesse de la transformation industrielle, les difficultés d'accès au financement et la faible diversification constituent des contraintes majeures.

Ces résultats confirment les deux hypothèses de l'étude. La ZLECAf représente bien une opportunité de transformation structurelle pour la RDC, mais ses effets demeureront limités sans le renforcement des capacités productives nationales. Ainsi, l'enjeu pour la RDC n'est pas seulement d'accéder au marché africain, mais de disposer de capacités suffisantes pour **produire, transformer et exporter de manière compétitive**.

La ZLECAf doit être considérée comme un levier de transformation plutôt que comme une garantie automatique de développement. Sa réussite en RDC dépendra principalement de la capacité du pays à transformer ses avantages comparatifs en avantages compétitifs à travers la **diversification productive, l'industrialisation, l'amélioration des infrastructures et le développement des chaînes de valeur régionales**.

African Scientific Journal
ISSN : 2658-9311
Vol : 03, Num 38 Octobre 2026

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Abrego, L., Amado, M. A., Gursoy, T., Nicholls, G. P., & Perez-Saiz, H. (2019). The African Continental Free Trade Agreement: Welfare gains estimates from a general equilibrium model. *IMF Working Paper, 2019*(124), 1–32. https://doi.org/10.5089/9781498314398.001
- African Union. (2018). *Agreement establishing the African Continental Free Trade Area*. African Union.
- African Union. (2018). *Protocol on trade in goods*. African Union.
- African Union. (2023). *Acceleration of the implementation of the African Continental Free Trade Area*. African Union.
- Ajibo, C. C., & Kaime, T. (2025). Rules of origin, value chains and African development under the African Continental Free Trade Area Agreement. *Journal of African Law, 69*(2), 179–195. https://doi.org/10.1017/S0021855324000329
- Balassa, B. (1961). Towards a theory of economic integration. *Kyklos, 14*(1), 1–17. https://doi.org/10.1111/j.1467-6435.1961.tb02365.x
- Brandi, C., Kamin, K., & Thiele, R. (2025). Africa's regional and global integration: Introduction to the special issue. *Review of World Economics, 161*, 1–5. https://doi.org/10.1007/s10290-024-00577-x
- de Melo, J., & Solleder, J.-M. (2025). How can the African Continental Free Trade Area (AfCFTA) help develop regional value chains across Africa? An exploration. *Review of World Economics, 161*, 121–149. https://doi.org/10.1007/s10290-024-00574-0
- Debrah, Y. A., Olabode, O. E., Olan, F., & Nyuur, R. B. (2024). The African Continental Free Trade Area (AfCFTA): Taking stock and looking ahead for international business research. *Journal of International Management, 30*(2), 101120. https://doi.org/10.1016/j.intman.2024.101120
- El Saghir, S., & Maur, J.-C. (2023). *Democratic Republic of the Congo country economic memorandum: Pathways to economic diversification and regional trade integration*. World Bank.
- Freire, C., & Slany, A. (2023). *Realizing product diversification for structural change in African countries* (Working Paper No. 5). UN Trade and Development (UNCTAD).

African Scientific Journal
ISSN : 2658-9311
Vol : 03, Num 38 Octobre 2026

- Hausmann, R., Hwang, J., & Rodrik, D. (2007). What you export matters. *Journal of Economic Growth, 12*(1), 1–25. https://doi.org/10.1007/s10887-006-9009-4
- International Monetary Fund. (2024). *Democratic Republic of the Congo: 2024 Article IV consultation—Press release; staff report; and statement by the Executive Director for the Democratic Republic of the Congo*. International Monetary Fund.
- Krugman, P. R. (1980). Scale economies, product differentiation, and the pattern of trade. *The American Economic Review, 70*(5), 950–959.
- Lewis, W. A. (1954). Economic development with unlimited supplies of labour. *The Manchester School, 22*(2), 139–191. https://doi.org/10.1111/j.1467-9957.1954.tb00021.x
- McMillan, M., Rodrik, D., & Verduzco-Gallo, Í. (2014). Globalization, structural change, and productivity growth, with an update on Africa. *World Development, 63*, 11–32. https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2013.10.012
- Oloruntoba, S. O. (2023). The political economy of the African Continental Free Trade Area and structural transformation in Africa. *Journal of Contemporary African Studies, 41*(4). https://doi.org/10.1080/02589001.2023.2214715
- Porter, M. E. (1990). The competitive advantage of nations. *Harvard Business Review, 68*(2), 73–91.
- Rodrik, D. (2004). *Industrial policy for the twenty-first century*. Harvard Kennedy School.
- Stack, M. M., Amissah, E. B., & Bliss, M. (2024). African economic integration and trade. *The World Economy, 47*(5), 2122–2146. https://doi.org/10.1111/twec.13538
- United Nations Conference on Trade and Development. (2016). *African Continental Free Trade Area: Developing and strengthening regional value chains in agricultural commodities and processed food products*. United Nations.
- United Nations Conference on Trade and Development. (2021). *Economic development in Africa report 2021: Reaping the potential benefits of the African Continental Free Trade Area for inclusive growth*. United Nations.
- United Nations Conference on Trade and Development. (2023). *Realizing product diversification for structural change in African countries*. United Nations.
- United Nations Conference on Trade and Development. (2024). *UNCTADstat: General profile—Democratic Republic of the Congo*. United Nations.

African Scientific Journal
ISSN : 2658-9311
Vol : 03, Num 38 Octobre 2026

- Viner, J. (1950). *The customs union issue*. Carnegie Endowment for International Peace.
- World Bank. (2020). *The African Continental Free Trade Area: Economic and distributional effects*. World Bank. https://doi.org/10.1596/978-1-4648-1559-1
- World Bank. (2023). *Democratic Republic of the Congo country economic memorandum: Pathways to economic diversification and regional trade integration—Fostering economic diversification and regional integration for faster growth, job creation and poverty reduction*. World Bank.